

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE
Volontariat de service civique (+ de 25 ans)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	VSC pour l'appui à la mise en œuvre et au suivi d'analyses socio-économiques et de mécanismes de financement durable de la GIZC en Polynésie française (dans le cadre du projet RESCCUE) (H/F)
Affectation :	Antenne Polynésie Française
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de l'Antenne Polynésie Française
Résidence administrative :	Papeete
Conditions d'emploi :	Volontaire de service civique de 12 mois, renouvelable une fois

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

La Polynésie française détient la compétence en matière de protection de l'environnement terrestre, marin et littoral. Elle dispose ainsi de nombreux outils de protection et de gestion et différents services administratifs y concourent. En vertu d'un accord-cadre, l'ex-Agence des aires marines protégées devenue Agence française pour la Biodiversité réalise un appui technique auprès du Gouvernement de Polynésie française en matière de gestion d'aires marines protégées/gérées. L'Agence est un établissement public sous tutelle du ministère français de l'Ecologie, de l'Energie et de la Mer. Une antenne de l'Agence a été créée en 2009. Elle est implantée à Papeete, avec un chef d'antenne, assisté de chargés de mission.

L'Agence contribue notamment au niveau national aux réflexions sur l'évaluation des services rendus par les écosystèmes marins et côtiers pour la gestion des aires marines protégées. L'Agence participe également aux réflexions nationales sur le financement durable de la gestion des aires marines protégées.

Depuis fin 2015, l'Agence assure la coordination du projet régional RESCCUE (Résilience des Écosystèmes et des Sociétés face au Changement Climatique) copiloté par le gouvernement de la Polynésie française et par la Communauté du Pacifique (CPS) (www.spc.int/resccue). Le projet RESCCUE vise à contribuer à accroître la résilience des pays et territoires insulaires du Pacifique face aux changements globaux par la mise en œuvre de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) dont les aires marines protégées/gérées sont un des outils. L'agence coordonne un groupement de plusieurs partenaires qui contribuent à la mise en oeuvre du projet dans 2 sites pilotes : la baie et la vallée de 'Opunohu à Moorea et Mangareva aux Gambier.

Au-delà de la définition et de la mise en œuvre de plans de gestion intégrée, le projet vise à développer des mécanismes à visée environnementale s'appuyant sur un transfert monétaire (éventuellement implicite) entre acteurs, qu'ils soient nouveaux ou opérant un changement dans les transferts existants. L'objectif est d'assurer le financement à long terme des activités de GIZC et de faire changer les comportements et pratiques à l'origine des problèmes. La première étape vise à l'étudier la faisabilité de divers mécanismes potentiels parmi lesquels paiements pour services environnementaux (PSE), subventions, taxes et fiscalité « verte », droits d'entrée, d'usage (mouillages pour plaisanciers et croisiéristes, nourrissage de raies et de requins, plongée, etc.), certification/marchés pour produits « verts » et/ou écoresponsables, compensation ... Ensuite, il s'agit de mettre en œuvre certains mécanismes, ce qui nécessitera l'apport d'études juridiques précises notamment. A Moorea, les mécanismes pré-identifiés visent notamment à contribuer au financement de la gestion efficace du lagon et à la mise en place de mesures agro-environnementales afin d'éviter et de réduire les impacts des pollutions terrigènes. Aux Gambier, ces mécanismes de financement seront dédiés en priorité à la gestion des déchets (ménagers et professionnels de la perliculture notamment), à la gestion des mouillages pour les bateaux de plaisance et à l'accompagnement de pratiques durables de la perliculture (par exemple via une démarche qualité à visée environnementale).

Dans le projet, le recours à aux analyses économiques vise à appuyer l'aide à la décision et à développer des mécanismes de financement pour assurer la pérennité économique et financière des activités entreprises. Selon l'objectif défini des analyses dans les sites, diverses approches sont mobilisables: évaluation des services rendus, analyses coûts/avantages, évaluation des besoins pour la gestion d'aires marines gérées, évaluation économique des retombées d'un secteur ou d'une filière.

Description du poste

Mission :

Sous l'autorité du chef d'antenne de l'Agence en Polynésie française, en étroite coopération avec le chef de projet RESCCUE en Polynésie française, et en partenariat avec les autorités de la Polynésie française, le/la volontaire de service civique sera chargé(e) de contribuer à la mise en œuvre et du suivi d'analyses socio-économiques et de mécanismes de financement durable de la gestion intégrée des zones côtières pré-identifiées.

Le/la volontaire de service civique participera également à la gestion du projet RESCCUE (suivi administratif du projet, production de documents de présentations et de synthèse).

Activités principales :

- Employer les outils de la palette des outils économiques au service de la gestion : analyse coûts/efficacité et analyse coûts/avantages notamment ;
- Produire des analyses socioéconomiques (évaluations des coûts de gestion des aires protégées, analyse économique de filières aquacoles notamment)
- Appréhender l'évaluation des services rendus (approche monétaire et non monétaire)
- Contribuer à la collecte efficace d'information et de données permettant de mener les analyses économiques (via un travail d'enquêtes)
- Assurer un suivi des études en cours par les partenaires du groupement RESCCUE ;
- Réaliser des synthèses des études réalisées pour les décideurs et les acteurs concernés ;
- Assurer un suivi des actions réalisées par les partenaires du groupement RESCCUE et participer aux tâches administratives de l'antenne Polynésie de l'Agence.

Au cours de sa mission, le/la volontaire de service civique sera amené(e) à participer aux réflexions portées par le siège de l'Agence visant à capitaliser les expériences de financement pour les aires marines protégées au niveau national.

Relations liées au poste

Relations internes

- Antenne Polynésie française (6 personnes)
- Département milieu marin de l'AFB
- Autres directions métiers et secrétariat général de l'AFB

Relations externes

- Membres du groupement RESCCUE : universitaires, bureaux d'étude ;

Profil recherché

- Formation Bac + 5 et/ou expérience significative en économie de l'environnement, économie des ressources naturelles, économie du développement et/ou dans le financement de la conservation

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Excellentes connaissances de la boîte d'outils économiques mobilisables
- Connaissances des principaux outils et mécanismes de financement de la gestion de l'environnement (fiscalité, paiements pour services environnementaux, ...)
- Connaissances de l'économie des aires protégées (analyse des coûts, mécanismes de financement)
- Expérience de l'évaluation des services rendus
- Connaissances de l'économie des filières aquacoles/perlicoles et halieutiques
- Connaissances des processus de gestion des espaces protégés marins (usages, milieux).
- Capacité à collecter des données

Savoir-faire opérationnel

- Excellentes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ;
- Grande autonomie et capacité d'organisation ;
- Expérience de gestion de projet dans ses dimensions administratives, budgétaires et logistiques

Savoir-être professionnel

- Excellentes capacités relationnelles ;
- Capacité d'écoute et de négociation ;
- Capacité à s'intégrer et à travailler en équipe;

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/PFRESCCUE/VSC** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 18 mai 2017